



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

L'innovation au cœur de la DDC

Production durable et éthique du chocolat, assurance contre les catastrophes, médecins des plantes ou encore modernisation des transactions bancaires pour les petits paysans: voici quelques exemples de projets innovants que soutient la Direction du développement et de la coopération (DDC).



Responsabilité et intérêt de la Suisse

À la base de l'engagement de la Suisse dans la coopération internationale se trouve la volonté d'améliorer les conditions de vie, de trouver des solutions aux risques globaux, de sauver des vies, de soulager les souffrances et de promouvoir la paix et le respect des droits humains. Ces objectifs, inscrits dans le «Message sur la coopération internationale de la Suisse 2017–2020», sont poursuivis grâce à des mesures accroissant le potentiel d'innovation, la capacité d'action, le transfert des savoirs et permettant de nouvelles formes de financement.

La prospérité et la sécurité de la Suisse dépendent de son environnement international. Les succès de la coopération au développement ont des répercussions dans notre pays. La lutte contre les effets du changement climatique, une meilleure sécurité alimentaire, une migration sans danger et régulière, ou encore la chance pour toutes et tous de faire une formation sont quelques-uns des défis à relever par la DDC. En contribuant à réaliser les 17 objectifs de développement durable de l'Agenda 2030, la Suisse participe à l'effort international pour un monde plus sûr, prospère, juste et durable dont pourront profiter les générations actuelles et futures.

Swissness et approches innovantes

Pour atteindre ces objectifs, la DDC a mis en place des collaborations avec des institutions publiques et des entreprises suisses qui cherchent aussi à promouvoir un développement durable. Dans une perspective de responsabilité et d'efficacité, chaque partenariat est au préalable soigneusement examiné. Une analyse des forces, des faiblesses et des risques assure des collaborations sur des projets innovants. En mobilisant l'expertise suisse, la DDC travaille main dans la main avec des acteurs et actrices aussi bien locaux qu'internationaux, privés que publics. L'innovation se trouve non seulement dans la technologie que la DDC emploie, mais aussi dans cette approche transversale: ces partenariats inspirants permettent les échanges d'idées, de savoirs et de pratiques. L'étroite collaboration avec cette diversité d'acteurs renforce l'efficacité des actions de la DDC.

Dans les pages suivantes, vous trouverez une sélection d'exemples qui illustrent les approches et les outils innovants mis en place par la DDC dans les différents secteurs et régions géographiques où elle est active.

Contact

Direction du développement
et de la coopération DDC
Freiburgstrasse 130, 3003 Berne
ddc@eda.admin.ch



Du Honduras aux supermarchés suisses: une production durable du chocolat


Echantillon de truffes de chocolat. ©DDC

Les Suisses détiennent le record de consommation annuelle de chocolat: 12 kilos en moyenne par personne. Mais d'où provient le cacao? Et quels sont les conditions de travail dans ces productions? Pour faire face aux pressions du marché global, la DDC cherche des manières innovantes de travailler avec des partenaires publics et privés pour renforcer durablement la filière du cacao au Honduras et au Nicaragua et améliorer la qualité de vie des familles productrices. L'objectif? Contribuer à la réduction de la pauvreté de la population rurale et garantir sa sécurité alimentaire en augmentant la production durable du cacao. Ce projet vise à augmenter les revenus des producteurs et des productrices, à pérenniser les emplois dans le secteur de la culture du cacao issue du commerce équitable et de l'agriculture biologique et à développer des stratégies de protection de l'environnement.

Nouvelle dans son application avec le secteur privé et dans ces contextes, cette approche permet aux paysan-ne-s menacé-e-s par l'insécurité, le changement climatique ou les violences de planifier la production de cacao sur le long terme. Le projet de la DDC au Honduras est réalisé en partenariat avec l'entreprise suisse Chocolats Halba, basée dans le canton de Zürich, qui appuie le développement de coopératives locales en achetant le cacao à un prix équitable aux producteurs et productrices ayant bénéficié auparavant d'un soutien technique et psychosocial face aux désastres ou à de l'instabilité politique.



Chocolat fair trade bio
disponible à la Coop. © Coop



Comptes bancaires et prix du marché pour la petite paysannerie via leur téléphone portable

Les dernières informations sur l'état des marchés et les services bancaires grâce à la téléphonie mobile. © Mercy Corps

Des millions de personnes vivant de l'agriculture en Afrique et en Asie courent un énorme risque en gardant leurs économies à la maison. Parce que la banque la plus proche se trouve à un jour de marche ou parce que les banques ne sont pas intéressées par leurs maigres économies, ces personnes ne possèdent que rarement un compte bancaire. De plus, leurs marchandises étant vendues localement par des intermédiaires, ces derniers les revendent souvent à un prix plus élevé. Ne connaissant pas le prix du marché, la petite paysannerie est alors exposée aux escroqueries par des intermédiaires.

Pour y remédier, la DDC a développé un projet avec les opérateurs de téléphonie mobile et les pays concernés pour offrir de nouveaux services bancaires et d'information spécialement adaptés. Ce système permet de régler les paiements par des transactions en ligne et en même temps d'avoir un accès aux prix courants du marché et à d'autres informations utiles pour la culture agricole. Plus d'un million de personnes utilise déjà ces services. Ce projet a été mis en place avec succès en Ouganda, au Zimbabwe et en Indonésie.




Energies renouvelables: des solutions durables avec des partenaires suisses

Accès à de l'eau potable au
Bangladesh. © WaterKiosk Foundation

Bateaux électriques, stations de recharge solaire pour les transports publics, machines de dessalement de l'eau dans les villages ou encore huile comestible recyclée pour la production du biodiesel: voici quelques exemples de projets innovants soutenu par la DDC dans le domaine des énergies renouvelables. Face aux conséquences du changement climatique et aux défis pour un développement durable, la plateforme interdépartementale de la Confédération (SECO, OFEN, OFEV et DDC) promeut et assure des projets dans les différents domaines des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique et de l'efficacité des ressources.

La collaboration avec des écoles, organisations et entreprises suisses telles que Caritas Suisse, la SUPSI au Tessin ou encore Ernst Basler + Partner AG à Zürich permet de diffuser des solutions prometteuses et durables, visant par exemple à améliorer l'exploitation des déchets organiques pour la production d'énergies renouvelables en Indonésie ou encore à réduire la pollution de l'eau et dans les airs au Chili. Au Sénégal, grâce aux installations de Swiss Fresh Water, une start-up de l'EPFL, plus de 35 000 personnes ont accès à l'eau potable, et en Tanzanie des chauffe-eau électriques ont pu être remplacés par des installations solaires thermiques.



Etre assuré-e et développer la résilience face à Ebola? Une première grâce à Swiss Re

Hôpital lors d'une pandémie
d'Ebola. © AP Photo/Michael Duff, File

Lors de pandémie grave, il peut y avoir des millions de décès et d'énormes coûts qui détruisent une partie considérable du PIB mondial. Afin de rendre les populations plus résilientes aux catastrophes dans les pays fragiles, la DDC a développé un partenariat inédit avec Swiss Re (Swiss Reinsurance Company).

Pionnière dans le domaine, Swiss Re est la première compagnie à assurer un pays en cas de pandémie grave, comme par exemple Ebola à travers le programme PEF (Pandemic Emergency Financing Facility). Financé à l'origine par la DDC et fonctionnant à présent de manière indépendante, ce programme est un mécanisme de financement d'urgence qui permet une réponse rapide et efficace. Cela signifie que si Ebola se propage dans un pays, les institutions et agences humanitaires sur place qui sont assurées reçoivent des fonds, ce qui facilite non seulement la réponse humanitaire, mais aussi la reconstruction des systèmes économique, de santé et d'éducation. Les programmes assurés par Swiss Re permettent aux pays fragiles d'être mieux préparés et capables de répondre aux pandémies, mais aussi d'assurer la sécurité alimentaire, le changement climatique, l'eau ou encore la réduction des risques liés aux catastrophes.



SPITEX, un service de soins dans les régions reculées du delta du Danube

Consultation de soins à domicile pour une personne âgée. © DDC

Dix ans après son adhésion à l'Union européenne, la Roumanie est toujours confrontée à des défis de taille dans son système de santé publique. La situation économique difficile, mais aussi l'exode du personnel médical vers les villes ou à l'étranger affectent particulièrement les régions rurales qui se voient dépourvues de centres médicaux. Pour assurer des prestations socio-médicales de base dans les communes difficiles d'accès, la Suisse soutient un projet de soins à domicile dans plusieurs communes.

Les équipes soignantes se déplacent pour prodiguer des soins dans des zones uniquement accessibles en quad ou en bateau, comme celle de Tuleca au bord du delta du Danube. Forte de son expérience et de son expertise de soins à domicile en Suisse (SPITEX), ce modèle innovant pour la région a également été développé avec succès en Bulgarie, en Hongrie et en République Tchèque. Dans la région de la Valachie, plus de 1500 seniors bénéficient des services de soins à domicile, pour un total de visites s'élevant à plus de 153 000 pour l'année 2016.



Piloté depuis Delémont, des médecins des plantes aident à assurer la subsistance vivrière

Un médecin des plantes aide des paysan-ne-s à traiter leurs problèmes agricoles. © DDC

L'agriculture est au cœur de l'humanité. Lorsqu'elle est touchée par des maladies, ce sont des millions de vies qui sont en péril. Dans pas moins de 34 pays du Sud (en Afrique, Amérique Latine et Asie) et en l'espace de quelques années seulement (2011–2017), plus de 6800 médecins des plantes ont été formés grâce au soutien de la DDC et ont pu prodiguer leurs conseils à plus de 10 millions de petit-e-s exploitant-e-s. Ces médecins partagent leurs connaissances en matière de prévention et de traitement des maladies végétales, telles que la mineuse de la tomate, la pyrale du maïs et d'autres parasites.

Le Centre International pour l'Agriculture et les Biosciences (CABI) dirige ce projet depuis son siège européen à Delémont. Au niveau mondial, il assure un suivi des épidémies grâce à une base de données centrale. Cette plateforme permet par exemple de suivre l'évolution d'un ver, appelé la noctuelle américaine du maïs, qui, ayant ravagé les cultures en Amérique se répand maintenant de manière fulgurante en Afrique, menaçant de famine des millions de personnes.



Créer et multiplier l'impact social positif par un soutien de l'entrepreneuriat social – Social Impact Incentives (SIINC)

Une communauté du Honduras traite ses récoltes grâce à l'énergie solaire. © Village Infrastructure Angels

Les règles de l'investissement dans le secteur privé sont intransigeantes: les financements n'abondent souvent que dans des activités promettant un rendement financier élevé. Ce type de logique affecte particulièrement l'entrepreneuriat social qui souhaite résoudre des problèmes sociaux et/ou écologiques à travers son commerce. La DDC a développé en collaboration avec l'organisation Roots of Impact une nouvelle forme de prime qui permet à ce type d'entreprise d'améliorer sa rentabilité: les SIINC (Social Impact Incentives). Ces primes sont payées en revenu supplémentaire par la DDC lorsque l'entreprise produit un impact social positif.

Le «Village Infrastructure Angels» en Honduras est un exemple de bénéficiaire. Ce type d'infrastructure produit de l'électricité solaire à usage ménager et agricole pour les femmes entrepreneures dans les zones rurales. Écologique et efficient, le système permet aux femmes de s'engager dans des activités génératrices de revenus. Dans ce cas, les primes SIINC leur sont reversées, par exemple selon le nombre d'heures de travail ou de contrats signés par de nouvelles entrepreneures – tout d'abord pour encourager ce type de village à aller au-delà du simple accès à l'électricité, mais pour aussi contribuer à l'autonomisation des femmes et à une augmentation du revenu ménager. Avec l'aide des SIINC, les entrepreneur-e-s sociaux-ales sont soutenu-e-s et encouragé-e-s à lever des fonds d'investissement privés pour une croissance durable tout en créant de l'impact social positif à une plus large échelle.



Je ne demande pas ton Nom
Je ne demande pas ton Ethnie
Je ne demande pas ta Religion
Je ne demande pas ton Genre
Je ne demande pas ton Origine
JE DEMANDE SI TU VAS A L'ECOLE?

L'éducation de chaque enfant assurée par des mécanismes financiers innovants

Campagne d'éducation
pour tout-e-s. © DDC

L'éducation représente un levier important de réduction de la pauvreté et de croissance économique. Selon l'UNESCO, il manque un financement annuel de 39 milliards de dollars pour offrir à tous les enfants du monde une éducation de qualité d'ici 2030. Pour répondre à ce défi, la DDC soutient le Partenariat Mondial pour l'Éducation (PME) – principale plateforme de coordination et de financement de l'éducation.

Par le développement de mécanismes adaptés, ce partenariat mobilise l'appui financier et l'expertise de la communauté internationale, des banques, du secteur privé, mais également des pays en développement eux-mêmes, afin de renforcer les politiques nationales en matière d'éducation. Avec une approche basée sur les résultats, le PME encourage les gouvernements à accroître leurs propres ressources pour l'éducation (au moins 15–20% du budget national) et à mobiliser des fonds supplémentaires: pour chaque 3 dollars US financés par le gouvernement, le PME finance un 1 dollar additionnel. Ce type de financement contribue au développement des systèmes éducatifs des pays en développement comme au Burkina Faso, en Afghanistan ou en Haïti.



Réduire les coûts de la santé grâce à l'informatisation des données

Enregistrement d'une bénéficiaire à l'assurance nationale de santé au Népal.

© Social Health Security Development Committee/Subash Kumar Lamsal

Chaque année, des millions de personnes tombent dans la pauvreté en raison du poids des frais médicaux. Dans le but d'assurer leur accès aux soins de santé et de les protéger contre les coûts liés à la maladie, la DDC promeut leur insertion dans des mécanismes de protection sociale tels que les assurances maladies. Cette intégration est facilitée par le développement et l'amélioration continue d'un logiciel libre d'accès. Il rend la gestion des systèmes d'assurances maladie plus efficace, transparente, adaptable et rentable, permettant ainsi d'étendre la couverture sanitaire aux populations aussi bien urbaines que rurales.

Cet instrument innovant se base sur une première version développée par la DDC en Tanzanie, puis adaptée au Népal et au Cameroun. Il réduit les coûts et les frais de transactions initialement facturés par les entreprises privées. Remplaçant les nombreux échanges papier, il permet aussi de gérer les comptes auprès des assurances maladie sans qu'un accès constant à Internet soit nécessaire. Un projet pilote mené en Tanzanie a permis, associé à d'autres mesures, de multiplier par 5 la couverture sanitaire de la population en seulement 4 ans.